

Minorités linguistiques et société Linguistic Minorities and Society



Profil, perceptions et attentes des jeunes migrants et non-migrants de la Péninsule acadienne, au Nouveau-Brunswick

Maurice Beaudin

Numéro 2, 2013

Petits dérangements : minorités linguistiques et migrations
Minor Upheavals: Linguistic Minorities and Migrations

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1014845ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1014845ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques / Canadian
Institute for Research on Linguistic Minorities

ISSN

1927-8632 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaudin, M. (2013). Profil, perceptions et attentes des jeunes migrants et non-migrants de la Péninsule acadienne, au Nouveau-Brunswick. *Minorités linguistiques et société / Linguistic Minorities and Society*, (2), 45–63.
<https://doi.org/10.7202/1014845ar>

Résumé de l'article

Le présent texte constitue une synthèse d'une vaste enquête menée en 2006-2007 auprès des jeunes migrants et non-migrants de la Péninsule acadienne, au Nouveau-Brunswick. Conscients de l'impact négatif de l'exode des jeunes pour l'économie de la région mais également pour son dynamisme sociocommunautaire, les intervenants ont amorcé une démarche visant à mettre en place un plan d'action afin de mieux comprendre les motivations des jeunes qui quittent la région et d'identifier des facteurs de retour et de rétention possibles en relation avec l'employabilité. Une telle démarche nécessitait au préalable une meilleure compréhension du phénomène d'exode, ainsi que de la position des jeunes de la Péninsule acadienne en rapport avec leur milieu.

Profil, perceptions et attentes des jeunes migrants et non-migrants de la Péninsule acadienne, au Nouveau-Brunswick

Maurice Beaudin

Professeur

Université de Moncton, campus de Shippagan

Résumé

Le présent texte constitue une synthèse d'une vaste enquête menée en 2006-2007 auprès des jeunes migrants et non-migrants de la Péninsule acadienne, au Nouveau-Brunswick. Conscients de l'impact négatif de l'exode des jeunes pour l'économie de la région mais également pour son dynamisme sociocommunautaire, les intervenants ont amorcé une démarche visant à mettre en place un plan d'action afin de mieux comprendre les motivations des jeunes qui quittent la région et d'identifier des facteurs de retour et de rétention possibles en relation avec l'employabilité. Une telle démarche nécessitait au préalable une meilleure compréhension du phénomène d'exode, ainsi que de la position des jeunes de la Péninsule acadienne en rapport avec leur milieu.

Abstract

This article is a synthesis of a vast survey conducted in 2006-2007 on migrant and non-migrant young people in the Acadian peninsula of New Brunswick. Given the negative impact of the exodus of young people not only on the region's economy, but also on its social vitality, regional stakeholders wanted to establish an action plan in order to understand the motivations of young people who leave their region and to identify possible return and retention factors related to employability. This approach first required a better understanding of the out-migration phenomenon and the relationship of young people with their milieu in the Acadian peninsula.

Introduction

Le phénomène de l'exode chez les jeunes n'est pas nouveau, non plus qu'il soit l'apanage des régions rurales ou périphériques. Une corrélation positive est cependant observée entre la vitalité démographique et la taille des collectivités, ainsi que leur emplacement (Alasia, 2010; Mwansa et Bollman, 2005; Audas et McDonald, 2004). Ce n'est qu'un des nombreux constats relevés dans la littérature sur les divers aspects des migrations. Les travaux de Statistique Canada sur les régions rurales et les petites villes (RRPV)¹, ainsi que ceux du Groupe de recherche sur la migration des jeunes (GRMJ, chercheurs du réseau des universités du Québec), entre autres, constituent un corpus intéressant d'études sur le phénomène de la migration des jeunes et son impact sur les communautés rurales. Il en ressort que l'exode des jeunes des collectivités rurales et des petites villes représente un véritable défi. Le cinquième environ des divisions de recensement du Canada ont vu leur population diminuer entre 1989 et 1994, surtout dans les provinces de l'Atlantique, sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent, au Québec, et dans les petites collectivités des Prairies. Les régions les plus touchées perdent leur population au profit de villes plus grandes situées dans la même province, plutôt que dans d'autres provinces ou territoires (Fellegi, 1996). Dupuy, Mayer et Morissette (2000) ont montré que, pour la période de 1991 à 1996, 30 % environ des jeunes Canadiens et Canadiennes vivant en région rurale ont quitté leur collectivité, comparativement à 18 % seulement chez leurs homologues des régions urbaines. L'absence d'établissements postsecondaires dans les milieux ruraux expliquerait en grande partie cette différence. C'est le cas au Québec, où la poursuite des études postsecondaires constitue le principal motif de départ des jeunes dans la grande majorité des municipalités régionales de comté (MRC) rurales (Leblanc et coll., 2002). Toujours au Québec, Serge Côté (2003) soutient que la migration interrégionale est particulièrement marquée chez les 20 à 34 ans : elle représente 40 % de tous les types de migration, alors que ce groupe d'âge ne compose que 20 % de la population québécoise.

Que les régions périphériques éloignées subissent plus durement le départ des jeunes n'a rien de surprenant. Dans ces régions, la baisse de fécondité, jumelée à la proportion déclinante de jeunes en âge de procréer, diminue d'autant plus le nombre de naissances, ce qui réduit l'accroissement naturel. Les jeunes sont aujourd'hui plus mobiles et beaucoup plus enclins à poursuivre des études postsecondaires. Alors que par le passé les jeunes ou les moins jeunes partaient pour travailler essentiellement, leurs motifs de départ sont désormais plus variés (Gauthier et coll., 2006; Deschenaux et Molgat, 2003). Par ailleurs, ces régions peuvent difficilement miser sur la migration interne (interprovinciale ou même infraprovinciale). Par exemple, au Nouveau-Brunswick, de 1966-1971 à 1991-1996, les RRPV accusent un

1. Les régions rurales et petites villes (RRPV) sont des régions comprenant entre 1 000 et 9 999 habitants et situées à l'extérieur des agglomérations urbaines (AR), qui comprennent entre 10 000 et 99 999 habitants, et des régions métropolitaines de recensement (RMR), régions de 100 000 habitants et plus.

déficit migratoire interne lors de cinq périodes intercensitaires sur six (Rothwell, Bollman, Tremblay et Marshall, 2002 ; Tremblay, 2001). Elles ne peuvent non plus compter sur les migrants internationaux, la grande majorité d'entre eux étant attirée par les métropoles et quelques grands centres régionaux, les immigrants récents ayant d'ailleurs contribué à intensifier cette tendance urbaine (Beshiri et He, 2009 ; Beshiri, 2004).

Le faible taux de fécondité, amplifié par le départ des jeunes, laisse nombre de collectivités rurales dans un processus de vieillissement démographique accéléré. Cela a des répercussions directes sur la vitalité économique régionale, de même que sur le maintien d'infrastructures et de services essentiels en région, ceux liés notamment à l'éducation et à la santé. Audas et McDonald (2004) font valoir que l'accès à ces services peut devenir encore plus restreint si leur population diminue. Les effets peuvent être encore plus profonds pour certaines minorités de langue officielle qui luttent pour maintenir un niveau décent de services dans leur langue (Beaudin et Landry, 2003). D'autre part, comme ce sont en général les jeunes personnes instruites ou en voie de le devenir qui quittent les régions rurales, cela contribue au vieillissement de la force ouvrière et hypothèque dans une certaine mesure la capacité de croissance économique. Les entrepreneurs en région voient s'amincir leur réservoir de compétences, et la relève devient de plus en plus difficile à assurer (Conseil économique du Nouveau-Brunswick, 2008). Si les nouvelles technologies permettent aux industries de ressources dans les régions périphériques d'être plus productives, elles ne peuvent contrer les effets de la raréfaction des ressources naturelles sur l'emploi. Certaines régions subissent ainsi plus durement les contrecoups de l'émigration. Selon Statistiques Canada, pour la période de 1990 à 1998, les régions économiques du Cap-Breton et du nord du Nouveau-Brunswick ont enregistré d'importantes pertes migratoires nettes, soit respectivement -884 et -930 habitants en moyenne par année. Ces pertes se sont réalisées au profit surtout de la région de Halifax dans le premier cas et des régions de Moncton et de Fredericton dans le deuxième.

Dans la Péninsule acadienne, comme ailleurs, les jeunes de 20 à 34 ans, ceux en âge de procréer, font partie de la cohorte la plus touchée par la migration. On devinera les effets pervers qui en découlent non seulement sur la structure démographique, mais également sur divers aspects au plan économique et sociocommunautaire (réduction de la taille du marché pour les biens et services régionaux, difficulté pour les entreprises de recruter des compétences, essoufflement du dynamisme communautaire, etc.). Bref, l'exode ne se résume pas à un simple décompte. C'est l'ensemble du dynamisme régional qui souffre de l'érosion d'un segment ô combien important de sa population.

Démystifier l'exode

Malgré ce portrait peu reluisant, les recherches font ressortir des aspects nouveaux de la migration des jeunes, dont certains encourageants. Par exemple, dans leur étude pancanadienne intitulée *Les jeunes ruraux : rester, quitter, revenir*, Dupuy, Mayer et Morissette (2000) estiment que 25 % des migrants en provenance des RRPV finissent par revenir... 10 ans plus tard. On note un taux de retour comparable au Québec (Girard, 2006). Les travaux du GRMJ au Québec font voir d'autres aspects, notamment les parcours de migration variés des jeunes, ainsi que leur comportement de « nomades » (Gauthier, 2003). On verrait par ailleurs le milieu urbain comme un « espace d'expériences identitaires et créatrices » (Gauthier, 2004). Certains avancent même que l'exode des jeunes est un mythe, affirmant qu'au Québec les deux tiers des jeunes vivent dans leur région d'origine (Leblanc, 2006).

Bref, l'exode ne serait pas une fin en soi, mais un processus temporaire, du moins pour un nombre important de jeunes migrants. Au-delà du besoin de travailler ou de suivre des programmes de formation, il s'agit d'acquérir de l'expérience de vie, de renforcer son identité. Par ailleurs, des études en France et aux États-Unis font ressortir le caractère changeant de plusieurs milieux ruraux à la suite du retour de migrants d'âge mûr ou avancé. Ces derniers recherchent des milieux de vie moins congestionnés, plus sécuritaires, offrant des paysages naturels attrayants tout en leur permettant de renouer avec les traits culturels des régions rurales. Aux États-Unis, il s'est ajouté un million d'habitants ruraux (2,2 %) au cours des années 1990 (Jones, Kandel et Parker, 2007). L'attrait de la campagne semble aussi évident en France, où un flux incessant d'immigrants en provenance des départements du Nord et de la région parisienne se dirigent vers le Centre-Ouest, prisant de plus en plus le littoral atlantique (Baccaïni, 2001).

On observe un phénomène similaire au Québec, bien que plus récent. Certaines régions traditionnelles d'émigration enregistrent depuis un certain temps des soldes migratoires positifs, signe d'un attrait nouveau pour la campagne. Selon le regroupement Solidarité rurale du Québec (2006), le solde migratoire globalement déficitaire des milieux ruraux du Québec s'est inversé de 1999 à 2005. Les nouveaux migrants en milieu rural, généralement qualifiés et expérimentés, peuvent contribuer à redynamiser certains segments de l'économie locale par leur engagement communautaire et même dans le domaine économique. On voit en particulier la réintégration des jeunes adultes migrants dans les régions périphériques comme un atout pour le développement de ces régions (Potvin, 2006).

À défaut, donc, de pouvoir compter autant que par le passé sur les avantages comparatifs que leur procure la proximité des ressources naturelles, les régions rurales peuvent se replier sur d'autres avantages peut-être moins tangibles mais néanmoins bien réels. Encore faut-il en être conscient et disposer des moyens pour les mettre en valeur. Les nouveaux

éclairages en matière de migration ont contribué non seulement à une meilleure compréhension du phénomène migratoire chez les jeunes, mais aussi à une image plus positive du monde rural. Les études récentes cherchent à mieux comprendre les motivations des migrants urbains et leurs perceptions du monde rural, ainsi que les caractéristiques et les attentes des communautés d'accueil (Péricard, 2006). Les gouvernements comprennent l'importance d'accompagner les régions rurales dans leurs efforts pour attirer des migrants. Au Québec, le ministère des Affaires municipales et des Régions lançait en 2006 sa *Politique nationale de la ruralité* (Gouvernement du Québec, 2006). Au plan canadien, l'initiative Dialogue rural fut lancée en vue de mieux cerner les préoccupations et les enjeux locaux et régionaux, ainsi que de fournir aux résidents des régions rurales l'occasion d'influer sur les politiques, les programmes et les services du gouvernement fédéral qui les touchent (Gouvernement du Canada, 2004).

La Péninsule acadienne – une périphérie dans la périphérie

Située à l'extrémité nord-est du Nouveau-Brunswick, la Péninsule acadienne (voir carte 1) s'étend sur 2 150 km² et sa population se chiffre à environ 53 000 habitants (Statistique Canada, 2006). Elle constitue l'une des 15 sous-régions² de la province. Il s'agit d'un espace essentiellement rural³ dans une région – le nord du Nouveau-Brunswick – située en périphérie des grands centres canadiens, voire même en périphérie du corridor des Maritimes (Halifax, Moncton et Saint John).

Comme les autres régions rurales éloignées, la Péninsule acadienne échappe difficilement à la force d'attraction qu'exercent les villes, particulièrement sur les jeunes adultes. Bon nombre d'entre eux sont attirés par les perspectives d'emploi dans les centres urbains de la province ou d'ailleurs. Ils partent également pour poursuivre leurs études. Bien que la région soit dotée d'institutions d'enseignement postsecondaire, le choix de programmes de formation y est limité et l'on n'y offre que les deux premières années de la plupart des programmes universitaires. La région a connu une baisse de sa population (-4,7 %) de 1996 à 2001, soit un recul plus prononcé que dans l'ensemble de la province (-1,2 %). Elle a enregistré une autre baisse de 5,5 % de 2001 à 2006 (voir figure 1). Cela dit, la Péninsule n'est pas un cas unique puisque tout le nord de la province a subi une stagnation ou un déclin démographique, y compris les principaux centres urbains. Bathurst (-3,4 %), Campbellton (-6,5 %), Miramichi (-2,1 %) et Edmundston (-3,3 %) ont toutes subi des pertes nettes de 2001 à 2006.

2. Au plan du développement économique, la région est représentée par l'agence Entreprise Péninsule, qui fait partie d'un réseau de 15 agences de développement économique communautaire (ADEC) de la province.

3. On y dénombre quatre petites villes dont la taille varie de 1 500 à 4 500 habitants; ensemble, elles totalisent moins du quart (23,5 %) des effectifs régionaux.

Carte 1
Territoire de la Péninsule acadienne



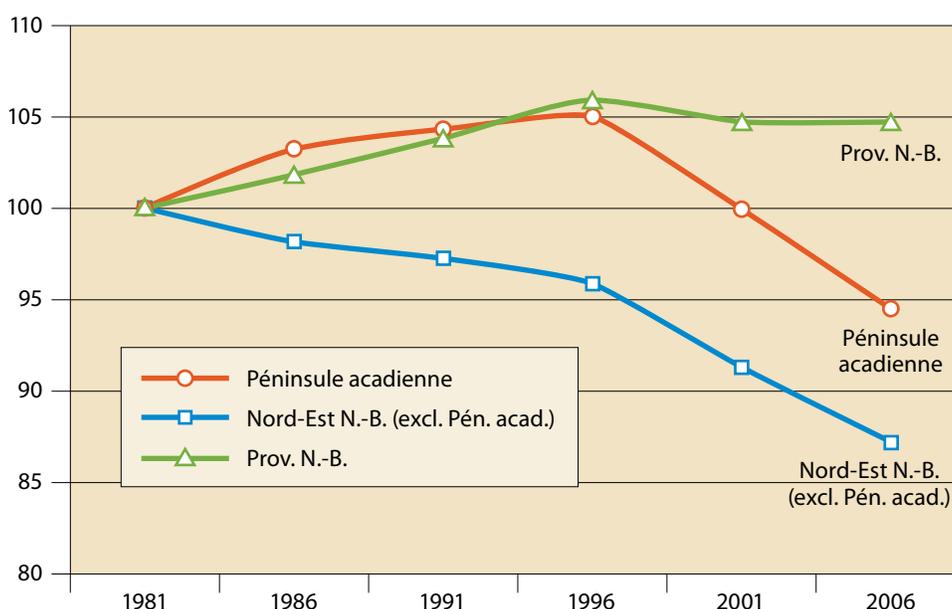
Source : <http://fr.academic.ru/dic.nsf/frwiki/1390906>; compilation des auteurs.

Dans la Péninsule, le recul n'est toutefois que récent, la région ayant toujours réussi à maintenir, voire même à augmenter ses effectifs. Ce revirement est attribuable en partie au faible taux de fécondité, mais aussi au départ d'un nombre croissant de jeunes, plusieurs ne pouvant plus compter sur les secteurs traditionnels et l'assurance-emploi⁴. Ils sont de plus en plus attirés vers l'extérieur pour poursuivre leurs études et tirer profit des occasions d'emploi dans les centres urbains dynamiques du sud de la province et d'ailleurs au pays.

L'économie péninsulaire demeure axée sur l'exploitation et la transformation des ressources, 3 emplois sur 10 y étant directement liés. Mais comme nous l'apprend son *Profil économique et sociodémographique* (Entreprise Péninsule, 2005), la région est en pleine transition sur le plan économique. L'industrie de la pêche s'est rationalisée au cours des 10 dernières années, d'une part pour s'ajuster à la raréfaction de la ressource et, d'autre

4. La rationalisation dans les pêches fait en sorte que les emplois saisonniers se font plus rares et sont de plus courte durée. Il est donc beaucoup plus difficile pour les travailleurs de se qualifier pour le revenu d'appoint de l'assurance-emploi, surtout depuis la réforme de l'assurance-chômage entreprise au milieu des années 1990 (Beaudin, 1998).

Figure 1
Évolution démographique de la Péninsule acadienne
par rapport au Nord-Est et au Nouveau-Brunswick, 1981 à 2006



Source : Statistique Canada, recensements ; compilation et réalisation de l'auteur.

part, pour répondre à la fois aux nouvelles exigences en matière industrielle et aux changements sur les marchés. L'économie se diversifie progressivement vers de nouvelles activités dans le domaine des ressources (élevage marin, cultures de fruits sauvages, transformation de la tourbe) et de la fabrication (produits à base de métaux, plastiques, textiles, construction navale, portes et fenêtres). Des développements prometteurs sont aussi observés dans le secteur des services et, plus précisément, dans le secteur culturel, le commerce, les services aux entreprises, les services de formation ainsi que dans le domaine des technologies de l'information.

La région affichait au recensement de 2001 un taux d'emploi d'environ 45 %, comparativement à 54 % à l'échelle provinciale. Vu l'importance des activités liées aux ressources naturelles, on ne s'étonnera pas de l'ampleur du travail saisonnier, lequel occupe 36 % des travailleurs dans la Péninsule, comparativement à 14 % dans l'ensemble de la province. Si certains segments de la main d'œuvre sont peu scolarisés (15 % de la population active compte moins de 9 années de scolarité, comparativement à 6 % pour la province), d'autres se comparent à la moyenne provinciale, puisque 48 % de la population active de la région a réalisé des études postsecondaires.

Contrairement aux idées reçues, l'incidence de la migration dans la Péninsule acadienne est relativement faible. De 1996 à 2001, le taux de migration du comté de Gloucester, qui mesure la somme des entrants et des sortants en pourcentage de la population, atteint seulement 8 %, comparativement à 14 % en moyenne pour le Nouveau-Brunswick. Des comtés tout aussi ruraux et en périphérie ont des taux de migration plus élevés : Charlotte (14,2 %), Carleton (16,0 %), Victoria (13,6 %) et Kent (11,6 %). Bien que nous n'ayons pas les données migratoires pour la Péninsule acadienne, nous les avons à l'échelle du comté. Or, on dénombre 9 635 migrants dans le comté de Gloucester de 1996 à 2001, dont 5 870 sortants, soit 6 migrants sur 10. Même si on réussit à attirer des gens d'âge moyen ou plus avancé, cela ne suffit aucunement à combler les pertes dans les jeunes cohortes.

L'enquête auprès des jeunes : une initiative péninsulaire

C'est dans ce contexte et inspiré des études sur la migration des jeunes au Québec qu'un groupe de travail de la table sectorielle « Avenir Jeunesse » de la Péninsule acadienne se rencontrait en février 2006 en vue de mettre en place un plan d'action pour s'attaquer au problème de l'exode des jeunes. On cherchait d'une part à mieux comprendre les motivations des jeunes qui quittent la région et, d'autre part, à cerner le rapport de ces jeunes à leur territoire et à identifier des facteurs de retour et de rétention possibles en relation avec l'employabilité. Cette démarche concertée, élaborée en partenariat avec les intervenants du milieu, se voulait inscrite dans une continuité. Au départ, il s'agissait d'effectuer une analyse traitant de la migration des jeunes de la Péninsule acadienne tout en mettant l'accent sur l'éducation, la formation et l'emploi. L'analyse se ferait au moyen d'une enquête auprès des jeunes (migrants et non-migrants), avec l'appui des études pancanadiennes sur le sujet. Parmi les objectifs visés, nous retiendrons :

- identifier des facteurs de rétention des jeunes ainsi que des pistes d'actions pour favoriser leur rétention ;
- établir un profil de compétences permettant de jumeler les répondants avec des entreprises de la région ; et
- préparer l'organisation d'un forum dans la Péninsule acadienne traitant du phénomène de la migration chez les jeunes.

Cet examen devait par ailleurs aider à situer la Péninsule acadienne dans le contexte des Maritimes et du Nouveau-Brunswick. Pour situer la Péninsule acadienne en matière d'exode, une vaste enquête était menée auprès de deux groupes de jeunes de 20 à 34 ans : ceux originaires de la Péninsule acadienne mais résidant ailleurs (migrants) ; ceux résidant

dans la Péninsule acadienne au moment du sondage (non-migrants)⁵. Ces deux volets sont l'objet du présent article.

L'analyse portait donc sur deux groupes de jeunes de la Péninsule acadienne ayant entre 20 et 34 ans au moment de l'enquête. Au total, 935 jeunes ont répondu à l'appel. Considérant la taille de ces cohortes d'âge dans la région (10 645 individus en 2001), on peut dire que le taux de participation des jeunes a été étonnamment élevé⁶. Le premier groupe est celui des migrants, dont 501 ont répondu au sondage. Ces derniers ont quitté la région pour s'établir dans une autre région de la province ou ailleurs au Canada. Un petit nombre ont opté pour un autre pays. Pour ce qui est de l'autre groupe, les non-migrants de 20 à 34 ans résidant toujours dans la Péninsule, au moins 434 ont répondu à l'appel. Nous avons décortiqué et interprété les nombreuses informations, tant quantitatives que qualitatives, recueillies auprès de chacun de ces deux groupes. Notre analyse nous a permis d'élaborer un profil comparatif des migrants et des non-migrants en fonction de certaines variables telles que le sexe, le groupe d'âge, la région d'accueil (pour les migrants), la situation par rapport au marché du travail, la scolarisation, le niveau de revenu, etc. Dans un deuxième temps, nous avons essayé de décoder les informations de type qualitatif, de manière à mieux saisir les perceptions et les attentes de chacun des groupes à l'égard de la Péninsule acadienne.

Certaines caractéristiques des participants et des participantes au sondage

Environ les deux tiers des jeunes migrants et non-migrants de la Péninsule ayant répondu au sondage sont de sexe féminin (voir tableau 1). Ce déséquilibre en faveur des femmes, autant chez les migrants que chez les non-migrants, est difficile à expliquer. On pourrait penser que ces dernières sont généralement plus à l'aise envers ce genre d'enquête, donc plus enclines à y répondre. Il ne s'agit toutefois que d'une hypothèse⁷. En matière d'âge, la représentation au sein des deux groupes diffère quelque peu. La moitié des migrants (51,3 %) ayant répondu à l'enquête font partie du groupe intermédiaire des jeunes, soit la cohorte de 25 à 29 ans. On retrouve proportionnellement moins de jeunes d'âge intermédiaire chez

-
5. Dans le premier groupe, les migrants, 501 ont répondu au sondage. Ils ont quitté la région pour s'établir dans une autre région de la province ou ailleurs au Canada. Un petit nombre ont opté pour un autre pays. Pour ce qui est des non-migrants, dont au moins 434 ont répondu à l'appel, ils résidaient toujours dans la Péninsule au moment du sondage. Ce groupe inclut des migrants revenus depuis un certain temps dans leur région d'origine. Ces quelque 935 répondants représentaient environ le tiers des effectifs de ce groupe d'âge dans la région. Pour connaître les détails concernant l'enquête elle-même, les questionnaires ou les aspects techniques, se référer au rapport final (Beaudin, Ferron et Savoie, 2007).
 6. À titre de comparaison, le sondage sur la migration des jeunes réalisé en 2004-2005 dans 9 régions administratives du Québec comprenait 3 240 jeunes (migrants et non-migrants) âgés entre 20 et 34 ans, soit en moyenne 360 jeunes par région. D'après Gauthier et coll. (2006, p. 11).
 7. Cette question a été soulevée auprès des jeunes lors de rencontres ultérieures, et plusieurs l'expliquent par une mentalité péninsulaire persistante où la femme est en générale plus disposée à répondre à ce genre d'initiative, qui s'inscrit dans les tâches traditionnelles de la femme au foyer. Cette explication n'est toutefois pas scientifiquement démontrée.

Tableau 1
Profil des répondants

	Migrants		Non-migrants	
	Nombre	%	Nombre	%
Sexe				
Femmes	315	62,9	285	65,7
Hommes	186	37,1	149	34,3
Total	501	100,0	434	100,0
Groupe d'âge				
20 à 24 ans	124	24,8	120	27,6
25 à 29 ans	257	51,3	168	38,7
30 à 34 ans	120	24,0	146	33,6
Total	501	100,0	434	100,0

Source : Enquête de 2006 auprès des jeunes de la Péninsule acadienne.

les non-migrants, soit 38,7 %. Ces derniers montrent d'ailleurs une meilleure répartition entre les trois groupes d'âge.

Bien qu'ils demeurent une minorité, la proportion des jeunes répondants qui ont des enfants est deux fois plus élevée chez les non-migrants (27,2 %) que chez les migrants (14,8 %). Par ailleurs, les non-migrants sont davantage propriétaires de leur logement (48,4 %) que les jeunes migrants (37,3 %). Enfin, près de 12 % des jeunes répondants, autant du côté des migrants que du côté des non-migrants, ont déclaré lors du sondage être encore aux études.

Parmi les non-migrants, 39 % sont originaires de la Péninsule acadienne mais ont vécu ailleurs pendant un certain temps, pour ensuite revenir dans la région. Rejoindre la famille ou les proches constitue le principal motif de retour de ces jeunes dans la région. Ils sont d'ailleurs plus instruits que ceux ayant toujours demeuré dans la région, près de la moitié (45 %) ayant complété des études universitaires, comparativement à 28 % seulement chez les sédentaires, et ils touchent des revenus plus élevés. Au moins 5 % des répondants demeurant dans la Péninsule acadienne au moment du sondage ne sont pas originaires de la région. Les jeunes sédentaires composent donc 56 % de l'échantillon total des jeunes migrants. Assez curieusement, ils montrent un intérêt moins marqué envers leur région que ceux qui l'ont quittée et y sont revenus.

La majorité des migrants (61 %) est partie de la Péninsule depuis plus de cinq ans. Plus de la moitié (52 %) des migrants demeuraient à l'extérieur du Nouveau-Brunswick au moment de l'enquête. Ils se trouvaient surtout au Québec et en Ontario, attirés par les grands centres, ainsi que dans la région d'Ottawa, siège de l'administration fédérale. Ceux demeurant ailleurs au Nouveau-Brunswick sont concentrés dans le Sud-Est (75 %).

Niveau de formation élevé des jeunes

Le sondage révèle un haut niveau d'instruction, autant chez les non-migrants que les migrants. Plus de 50 % détiennent un diplôme d'études universitaires, 29 % ont réalisé des études collégiales et près de 15 % ont réalisé des études universitaires non complétées menant à un diplôme. Chez les non-migrants, 35 % ont complété un baccalauréat ou une maîtrise. Ils sont plus enclins que les migrants à avoir un diplôme collégial ou de métier, ce qui est compréhensible étant donné les besoins envers ce type de formation dans la Péninsule acadienne. Pour ce qui est des domaines de formation, ils sont variés chez l'un et l'autre groupe.

Des emplois plus variés et mieux rémunérés chez les migrants

L'emploi est beaucoup plus concentré au plan sectoriel chez les non-migrants, qui doivent composer avec la structure de l'emploi dans une région rurale de ressources. Les types d'emplois occupés sont plus variés chez les migrants, qui disposent de meilleurs revenus. Près de 56 % des migrants actifs ont déclaré un revenu d'emploi supérieur à 40 000 \$ au moment du sondage, comparativement à 27 % seulement chez les non-migrants. Cette donnée est particulièrement frappante et le revenu d'emploi constitue sûrement un élément de taille dans la décision de migrer ou de revenir dans la région. Autre détail intéressant, parmi les migrants, le niveau de revenu est moins élevé chez ceux ayant opté pour le sud-est du Nouveau-Brunswick. Le salaire inférieur des migrants établis dans le Sud-Est vient mettre un bémol au constat selon lequel le revenu d'emploi des migrants est supérieur à celui des non-migrants, car la majorité des jeunes migrants de la Péninsule acadienne se dirige en premier vers la région de Moncton. Ceux qui obtiennent de meilleurs emplois sont les migrants qui, dans un deuxième temps, quittent Moncton pour des centres tels que Halifax, Fredericton, Ottawa ou Vancouver. Toute stratégie visant à retenir et, surtout, à rapatrier les jeunes dans leur région d'origine doit tenir compte de ces différences.

Près de la moitié (49 %) des migrants se disent très satisfaits de l'emploi qu'ils occupent, tandis que 35 % d'entre eux se disent satisfaits. Une minorité (16 %) se disent insatisfaits de leur emploi. La situation est plus ou moins comparable chez les non-migrants, qui manifestent peut-être un degré moindre de satisfaction et d'insatisfaction. Autre particularité chez les jeunes répondants, migrants ou non-migrants : une forte majorité d'entre eux se dit très à l'aise pour communiquer en français et en anglais, autant à l'oral qu'à l'écrit.

Pourquoi avoir quitté la Péninsule ?

Les migrants ont nettement priorisé les énoncés touchant aux études ainsi qu'aux conditions du marché du travail pour justifier leur décision de quitter la Péninsule acadienne. Le besoin de vivre de nouvelles expériences s'avère également un motif important pour les deux tiers des répondants. Le manque d'occasions d'emploi ressort, mais en filigrane, jumelé

avec d'autres motifs liés à la nature de l'emploi ou à l'état (conditions) du marché du travail, ainsi qu'au besoin de vivre de nouvelles expériences. Ce constat cadre jusqu'à un certain point avec les résultats d'autres études, notamment de celle réalisée en 2004-2005 par le GRMJ au Québec. Cependant, le motif du « travail » ou de l'« emploi » était devancé, dans la plupart des régions, par « vivre sa vie », « qualité de vie » et « études » (Gauthier et coll., 2006 : 80-82)⁸.

Rapport avec le lieu d'accueil et la région d'origine

La moitié (50 %) des migrants considèrent toujours la Péninsule comme leur véritable chez-eux. Une majorité (58 %) des migrants ne considèrent pas vraiment leur lieu de résidence actuel comme étant permanent. Par ailleurs, près de trois migrants sur quatre (74 %) démontrent un intérêt réel pour la Péninsule acadienne; une faible minorité (8 %) disent avoir peu d'intérêt pour la région ou pas du tout. Et près de 6 migrants sur 10 (59 %) ont dit être intéressés à revenir vivre dans la région.

Ce résultat coïncide avec ceux de l'enquête menée auprès des jeunes du Québec, où le milieu d'origine constitue la préférence d'une majorité des jeunes migrants des régions rurales : 59 % retourneraient y vivre si les circonstances s'y prêtaient (Gauthier et coll., 2006 : xiv). Les plus jeunes migrants originaires de la Péninsule acadienne semblent plus enclins que leurs homologues plus âgés à vouloir revenir (64 %), ce qui est normal étant donné leur enracinement très récent dans leur région d'accueil. Chez les non-migrants, 76 % démontrent un intérêt positif envers leur région. Cela surprend, étant donné les difficultés structurelles dans les industries traditionnelles et les problèmes sociopolitiques qui ont affligé la Péninsule acadienne avant l'enquête⁹.

Conditions d'un retour éventuel ou d'une rétention des jeunes

Notre enquête auprès des jeunes visait, notamment, à connaître les perceptions des jeunes envers leur région d'origine. Ainsi, nous voulions savoir dans quelle mesure ils étaient disposés à revenir dans la région et, si oui, à quelles conditions. Plusieurs questions de l'enquête s'y référaient. La stratégie la plus souvent mentionnée (par les migrants comme les non-migrants) était d'augmenter les possibilités d'emploi, ce qui ne surprend guère. Mais au-delà

8. Comme le soulignent les auteurs membres du GRMJ : « Ce qu'il faut retenir des motifs de migration, c'est l'étroite relation entre le départ du lieu d'origine et la réalisation de soi, que ce soit par le besoin d'aller vivre sa vie, d'avoir une meilleure qualité de vie, d'améliorer ses perspectives d'avenir ou de poursuivre ses études. »

9. La rationalisation dans les pêches a non seulement réduit les besoins en main-d'œuvre ainsi que les revenus, elle a contribué à de vives tensions qui ont culminé avec la « crise du crabe » et les émeutes de Shippagan au printemps de 2003. De plus, la réforme des soins de santé, avec la décision controversée du gouvernement provincial, en avril 2005, de transformer l'hôpital de Caraquet en centre de santé communautaire et de concentrer les soins à Bathurst, aura contribué à fragmenter encore plus l'esprit de cohésion qui prévalait jusque-là. Ces deux événements ont suscité des débats houleux et, surtout, alimenté un discours négativiste, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région.

de l'emploi proprement dit, les jeunes ont fait ressortir certaines conditions, notamment la mise en place d'incitatifs financiers pour les jeunes, ainsi qu'un meilleur accès à l'éducation et à la formation. Parmi les motifs susceptibles d'inciter les migrants à retourner dans la Péninsule acadienne, on retiendra :

- être plus près des proches ;
- vivre plus près de la nature ;
- pouvoir y élever ses enfants ;
- avoir une bonne qualité de vie ;
- pouvoir contribuer au développement de sa communauté ;
- obtenir (posséder) un logement à prix abordable ;
- vivre en toute sécurité ;
- pouvoir vivre pleinement en français.

Quant aux non-migrants, ils ont fourni des réponses plus variées et moins directes au sujet des avantages qu'ils voient à vivre dans la Péninsule acadienne. Ils semblent privilégier la présence des proches, la proximité de la nature (facilité d'accès) et la qualité de vie. Les non-migrants insistent davantage que les migrants sur la sécurité et la possibilité de vivre pleinement en français.

Ces résultats pour ce qui est des motifs de retour des jeunes originaires de la Péninsule acadienne correspondent, encore une fois, avec l'enquête menée au Québec en 2004-2005 : « Les raisons mentionnées par plus de 60 % des migrants sont une bonne qualité de vie (la plus haute mention tant chez les entrants que chez les sortants), avoir une maison à soi, gagner sa vie, la proximité de la nature, se rapprocher des parents et élever ses enfants » (Gauthier et coll., 2006 : 100). Il faut noter cependant que les questionnaires ont été élaborés différemment pour chacune des deux enquêtes, celui de la Péninsule offrant des possibilités de réponse plus spécifiques.

Bilan de l'enquête et suivi

Les résultats de l'enquête auprès des jeunes migrants et non-migrants de la Péninsule acadienne ont procuré aux acteurs et aux intervenants du milieu une source inestimable d'informations, tant qualitatives que quantitatives, sur la dynamique péninsulaire en matière de migration des jeunes. En ce sens, l'enquête a constitué un genre de tremplin à partir duquel il devenait possible de bâtir une stratégie, c'est-à-dire de mettre en place les outils pour contrer l'exode des jeunes et rapatrier les jeunes migrants dans la mesure du possible. D'ailleurs, l'un des objectifs initiaux de l'enquête auprès des jeunes était de préparer la tenue

d'un forum de discussion dans la Péninsule acadienne, qui a regroupé des intervenants régionaux et, bien sûr, des jeunes. Cette rencontre se voulait un moyen de rassembler les forces vives et de permettre aux jeunes de discuter ensemble des résultats de l'enquête et, surtout, de partager leur vision de la Péninsule acadienne et de leurs conditions de rétention ou de retour dans le milieu.

Le forum Rendez-vous Jeunesse s'est tenu en novembre 2007 au campus universitaire de Shippagan. Environ 125 jeunes de 18 à 35 ans provenant de différents milieux et secteurs ont répondu à l'appel et ont ainsi pu partager leur vision de la Péninsule acadienne. On voulait faire de cet événement une démarche mobilisatrice entreprise pour les jeunes et par les jeunes afin de leur permettre de se pencher sur les enjeux et le devenir de la Péninsule acadienne. Sur ce plan, on peut dire que l'événement fut un réel succès (Beaudin, 2008).

Pendant deux jours, le forum a permis à des étudiants, des entrepreneurs, des travailleurs saisonniers, des jeunes mamans, des avocats, des gens de métier, des professionnels, des élus et d'autres acteurs communautaires de se côtoyer et d'échanger sur l'état actuel et les perspectives de la Péninsule acadienne. Les discussions, qui se voulaient axées sur les jeunes, ont tourné autour de quatre thèmes clés, à savoir : l'image perçue et projetée de la Péninsule acadienne ; le développement économique ; l'entrepreneuriat chez les jeunes ; ainsi que la qualité de vie et le mieux-être au sein de l'espace péninsulaire. En plus d'offrir aux jeunes participants et participantes une occasion de débattre et de faire du réseautage, on les invitait à se prononcer sur la vision, la réalité et la perception de la vie dans cette région rurale. On visait à amorcer un dialogue franc entre les jeunes, à les inciter à émettre des recommandations qui leur permettraient d'être plus engagés au sein de leur communauté, à en faire des acteurs du changement et à établir un lien de communication intergénérationnel.

De toute évidence, les jeunes de la Péninsule acadienne, migrants ou non-migrants, expriment une grande fierté régionale et une affirmation identitaire marquée. C'est d'ailleurs ce qui explique leur forte participation à l'enquête de 2006 et également au Rendez-vous Jeunesse 2007. Ils et elles sont proactifs et voudraient s'impliquer dans l'avenir de leur collectivité et de l'ensemble de la Péninsule acadienne. De leurs discussions et commentaires transpire néanmoins un sentiment d'urgence. Les jeunes répondants se montrent impatients face à leurs préoccupations, de même qu'en rapport avec les besoins de changement dans la région. Ils estiment qu'ils ont un rôle proactif à jouer et que leurs opinions valent la peine d'être entendues et, surtout, prises en considération. L'exode des jeunes les inquiète autant que leurs aînés. Ils se disent prêts à relever le défi, mais cela va nécessiter, selon eux, des changements de mentalité, et ce, dans le sens d'une prise de conscience péninsulaire. Bref, ils voient les problèmes non pas de l'extérieur, du point de vue de la concurrence internationale ou de l'attrait des centres urbains du sud de la province, mais plutôt de l'intérieur, du point de vue de la mentalité industrielle (exploitation primaire des ressources) et de l'esprit de clocher qui nuit à l'image de la région et qui contribue à éroder ses forces vives.

En ce qui a trait à l'image perçue et projetée de la Péninsule acadienne, de même qu'à la qualité de vie et au mieux-être, on retiendra certaines suggestions, notamment :

- se doter d'un slogan et créer un plan de marketing pour promouvoir la région ;
- inciter les médias à diffuser de l'information positive au sujet de la Péninsule ;
- faire connaître les emplois disponibles et encourager les employeurs à embaucher des jeunes afin que ceux-ci puissent acquérir de l'expérience ;
- travailler à éliminer l'esprit de clocher (regrouper les villes), viser des services communs et promouvoir la région comme une entité ;
- faire valoir davantage la créativité, mettre davantage l'accent sur les secteurs culturel et artistique de l'économie régionale ;
- faire la promotion de la qualité de vie et du mieux-être de la Péninsule acadienne (coût de la vie abordable, grands espaces, endroit sécuritaire et avantageux pour élever une famille) ;
- mettre en place un comité de jeunes (18 à 35 ans) afin qu'ils participent plus étroitement à la vie communautaire et qu'ils contribuent à améliorer les conditions de vie et le développement de la Péninsule.

Par rapport aux thèmes centraux des ateliers, à savoir le développement économique et les jeunes entrepreneurs, nous retenons les suggestions qui suivent :

- promouvoir l'immigration ;
- miser davantage sur le tourisme (étendre les activités touristiques au-delà de la saison estivale en développant de nouveaux créneaux, offrir des visites guidées de la Péninsule acadienne) ;
- décentraliser les services (provinciaux et fédéraux) vers la Péninsule ;
- mettre en place des initiatives favorisant la relève chez les gens d'affaires proches de la retraite (inciter les entreprises locales à faire du recrutement dans les collèges et les universités, fournir aux jeunes davantage d'information sur la façon de devenir entrepreneur, élaborer un système de jumelage entre de jeunes étudiants et étudiantes et des entrepreneurs locaux) ;
- élaborer et mettre en œuvre un programme de mobilité de la main-d'œuvre pour prolonger les semaines de travail ;
- démontrer que la Péninsule acadienne est un endroit où il est avantageux de se lancer en affaires (faire la promotion des réussites exemplaires, soutenir les marchands locaux).

Conclusion

L'incidence de la migration et les mouvements de migration chez les jeunes de 20 à 34 ans de la Péninsule ne sont pas tellement différents de ceux des autres régions rurales canadiennes éloignées ou intermédiaires dont l'économie repose sur les activités traditionnelles. La situation de la Péninsule acadienne se distingue probablement par l'attraction qu'exerce le sud du Nouveau-Brunswick, en particulier la région de Moncton, qui attire environ trois migrants sur quatre en provenance du nord de la province.

L'enquête de 2006 auprès des jeunes de la Péninsule acadienne et le forum qui a suivi ont permis à un groupe important de jeunes d'échanger sur leur région et de proposer des avenues de changements en vue de renforcer les perspectives et l'attrait qu'offre la Péninsule, surtout pour les jeunes. Ces derniers se sont exprimés haut et fort. Ils ont offert des pistes pour enclencher un processus visant, notamment, leur participation à l'élaboration de plans stratégiques à venir pour la région. Les intervenants et les dirigeants de la Péninsule ont été à l'écoute, comme l'attestent plusieurs initiatives entamées depuis. On pense à l'initiative jeunesse¹⁰ d'Entreprise Péninsule, plus précisément le volet « Je reviens! J'y reste! », ou encore aux initiatives en matière de développement et de tourisme (Plan d'action pour l'autosuffisance du nord du Nouveau-Brunswick, Congrès mondial acadien 2009, Vélo-route de la Péninsule, Route des fruits de mer, etc.). Bref, dans la foulée de l'enquête et du Rendez-vous Jeunesse, il est clair qu'on assiste à un nouveau départ visant à mieux intégrer les vues et les aspirations des jeunes dans le contexte des défis péninsulaires. Ces derniers se disent prêts à s'investir avec enthousiasme et créativité dans le développement de leur région d'origine. Voilà une chance qui n'est pas donnée à toutes les régions rurales du Canada!

10. L'initiative jeunesse d'Entreprise Péninsule vise à offrir davantage de formation, d'information et de services de soutien en matière d'entrepreneuriat aux jeunes âgés de 18 à 35 ans. Elle vise par ailleurs le rapatriement des jeunes dans la région grâce à la rencontre annuelle « Je reviens! J'y reste! » en leur offrant des outils de recherche d'emploi, de démarrage d'entreprise et de réseautage. Chaque printemps, de 20 à 30 jeunes participants et participantes ont ainsi l'occasion de rencontrer des employeurs de leur domaine de formation lors d'un banquet de réseautage. La rencontre « Je reviens! J'y reste! » présenterait un taux de succès de l'ordre de 50 % pour la période de 2005 à 2009. La moitié des jeunes qui y ont assisté, dit-on, occupent désormais un emploi ou possèdent leur petite entreprise dans la région.

Références

- ALASIA, Alessandro (2010). « Variation de la population dans les collectivités canadiennes, 1981 à 2006 », *Bulletin d'analyse : régions rurales et petites villes du Canada*, Ottawa, Statistique Canada, vol. 8, n° 4 (mars), n° 21-006-X au catalogue.
- AUDAS, Rick, et Ted McDONALD (2004). « La migration entre les régions rurales et les régions urbaines dans les années 1990 », dans *Tendances sociales canadiennes*, n° 73 (été), p. 21-30.
- BACCAÏNI, Brigitte (2001). « Les migrations internes en France de 1990 à 1999 : l'appel de l'Ouest », dans *Économie et Statistique*, n° 344, p. 39-79.
- BEAUDIN, Maurice (2008). « Notre Péninsule en devenir », compte rendu du Rendez-vous Jeunesse 2007, Tracadie-Sheila, Comité Avenir Jeunesse de la Péninsule acadienne.
- BEAUDIN, Maurice, Benoît FERRON et Irène SAVOIE (2007). « Profil, perceptions et attentes des jeunes migrants et non-migrants de la Péninsule acadienne », Tracadie-Sheila, Comité Avenir-Jeunesse de la Péninsule acadienne.
- BEAUDIN, Maurice, et Rodrigue LANDRY (2003). « L'attrait urbain : un défi pour les minorités francophones au Canada », *Thèmes canadiens = Canadian Issues* (février), p. 19-22.
- BEAUDIN, Maurice (1998). *L'industrie des pêches dans la Péninsule acadienne : son profil, sa dynamique et sa capacité à soutenir l'économie régionale*, Tracadie, Commission d'expansion économique de la Péninsule acadienne.
- BESHIRI, Roland (2004). « Les immigrants au Canada rural : une mise à jour de 2001 », *Bulletin d'analyse : régions rurales et petites villes du Canada*, Ottawa, Statistique Canada, vol. 5, n° 4 (juin), n° 21-006-XIF au catalogue.
- BESHIRI, Roland, et Jiaosheng HE (2009). « Les immigrants au Canada rural : 2006 », *Bulletin d'analyse : régions rurales et petites villes du Canada*, Ottawa, Statistique Canada, vol. 8, n° 2 (juin), n° 21-006-X au catalogue.
- CONSEIL ÉCONOMIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK (2008). « Résultats du sondage sur la formation des employés ». Résumé en ligne : <http://www.cenb.com/filedeprese.aspx?type=Art&id=344>.
- CÔTÉ, Serge (2003). « La jeunesse québécoise : démographie et migrations », dans Madeleine Gauthier et coll. (dir.), *Regards sur... la jeunesse au Québec*, Sainte-Foy, Éditions de l'IQRC et Presses de l'Université Laval, p. 25-38, coll. « Regards sur la jeunesse du monde ».
- DESCHENAUX, Frédéric, et Marc MOLGAT (2003). « De l'exode à la migration : pourquoi les jeunes quittent-ils leur région? », dans Michel Venne (dir.), *L'annuaire du Québec 2004*, Montréal, Fides, p. 753-759.
- DUPUY, Richard, Francine MAYER et René MORISSETTE (2000). *Les jeunes ruraux : rester, quitter, revenir*, Ottawa, Secrétariat rural, n° A21-46/1-2000F au catalogue.
- ENTREPRISE PÉNINSULE (2009). « 6^e édition de *Je reviens!, J'y reste!* », communiqué, 27 avril. En ligne : http://www.ent-peninsule.ca/images/communiqu_de_presse_prvnement_je_reviens_jy_reste_2009.pdf (consulté le 20 septembre 2009).

- ENTREPRISE PÉNINSULE (2005). *Profil économique et socio-démographique de la Péninsule acadienne, 2005*, Tracadie-Sheila, Entreprise Péninsule.
- FELIGI, Ivan P. (1996). « Comprendre les structures et tendances du Canada rural », Ottawa, Statistique Canada.
- GAUTHIER, Madeleine (2004). « La ville fait-elle encore rêver les jeunes? », dans Pierre-W. Boudreault et Michel Parazelli (dir.), *L'imaginaire urbain et les jeunes : la ville comme espace d'expériences identitaires et créatrices*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, p. 29-43, coll. « Problèmes sociaux et interventions sociales ».
- GAUTHIER, Madeleine (2003). « Les jeunes québécois : des “nomades”? », *Recherches sociographiques*, vol. 44, n° 1, p. 19-34.
- GAUTHIER, Madeleine, et coll. (2006). *La migration des jeunes au Québec : rapport national d'un sondage 2004-2005 auprès des 20-34 ans du Québec*, Montréal, Groupe de recherche sur la migration des jeunes, INRS-Urbanisation, Culture et Société.
- GIRARD, Chantal (2006). « Combien partent? Combien reviennent? Suivi des trajectoires migratoires des jeunes au Québec », *Données démographiques en bref*, vol. 10, n° 2.
- GOUVERNEMENT DU CANADA, Dialogue rural (2004). « Les collectivités rurales, véritable clé de voûte », par Wayne Easter, Secrétaire parlementaire au développement rural, rapport trimestriel, Ottawa, Dialogue rural.
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Affaires municipales et Régions (2006). *Politique nationale de la ruralité*, Québec, le Ministère.
- JONES, Carol A., William KANDEL et Timothy S. PARKER (2007). « Population dynamics are changing the profile of rural areas », *Amber Waves*, vol. 5, n° 2 (avril), p. 30-35.
- LEBLANC, Patrice (2006). « Les mythes de “l'exode des jeunes” », *Le Devoir*, 4 janvier 2006. En ligne : <http://www.ledevoir.com/non-classe/98841/les-mythes-de-l-exode-des-jeunes> (consulté le 7 octobre 2010).
- LEBLANC, Patrice, et coll., (2002). *La migration des jeunes de milieu rural*, Montréal, Groupe de recherche sur la migration des jeunes et INRS-Urbanisation, Culture et Société.
- MWANSA, Pius B., et Ray D. BOLLMAN (2005). « Les tendances démographiques des communautés dans leur contexte régional », *Bulletin d'analyse : régions rurales et petites villes du Canada*, vol. 6, n° 3 (mai), n° 21-006-XIF au catalogue.
- PÉRICARD, Alain (2006). *Les migrations ville-campagne et leurs conséquences dans les territoires ruraux du Québec*, rapport final, Nicolet, Solidarité rurale du Québec.
- POTVIN, Dominique (2006). « Les jeunes adultes migrants de retour, un potentiel pour le développement de leur région d'origine », thèse de doctorat, Université du Québec à Rimouski. Résumé en ligne : <http://www.irec.net/index.jsp?p=28&f=426>.

ROTHWELL, Neil, Ray D. BOLLMAN, Juno TREMBLAY et Jeff MARSHALL (2002). « Migration interne dans les régions rurales et les petites villes du Canada », *Bulletin d'analyse : régions rurales et petites villes du Canada*, vol. 3, n° 6 (mars), Ottawa, Statistique Canada, n° 21-006-XIF au catalogue.

SOLIDARITÉ RURALE DU QUÉBEC (2006). « Pour une nouvelle Politique nationale de la ruralité ». En ligne : <http://www.ruralite.qc.ca/fr/dossiers-ruraux/Avis/Avis-Pour-une-nouvelle-Politique-nationale-de-la-ruralite> (consulté le 25 octobre 2009).

STATISTIQUE CANADA (2006). *Recensement de la population de 2006*, Ottawa, Statistique Canada.

STATISTIQUE CANADA (2001). *Recensement de la population de 2001*, Ottawa, Statistique Canada.

STATISTIQUE CANADA (1996). *Recensement de la population de 1996*, Ottawa, Statistique Canada.

STATISTIQUE CANADA (1991). *Recensement de la population de 1991*, Ottawa, Statistique Canada.

STATISTIQUE CANADA (1986). *Recensement de la population de 1986*, Ottawa, Statistique Canada.

STATISTIQUE CANADA (1981). *Recensement de la population de 1981*, Ottawa, Statistique Canada.

TREMBLAY, Juno (2001). « Migration des jeunes ruraux entre 1971 et 1996 », *Bulletin d'analyse : régions rurales et petites villes du Canada*, vol. 2, n° 3 (février), Ottawa, Statistique Canada, n° 21-006-XIF au catalogue.

Mots clés

migration des jeunes, affirmation identitaire, exode rural, mobilité des jeunes, dynamisme sociocommunautaire

Keywords

youth migration, identity assertion, rural exodus, youth mobility, community vitality

Correspondance

mbeaudin@umcs.ca